**LES DESSOUS DES CARTES D’UN REFERENDUM ILLEGAL AU CONGO-BZV**

Tout porte à croire que DSN (Denis Sassou Nguesso) revenu au pouvoir à Brazzaville depuis 18 ans, après avoir renversé Lissouba Pascal en 1997, est en crise de légitimité. Le ras-le-bol général témoigne de sa déliquescence que la propagande du PCT ne parvient plus à masquer. Ni les échecs ni l’incompétence de sa gouvernance empêtrée dans une corruption endémique ne laissent plus le moindre doute du rejet collectif de son pouvoir usurpé. L’examen minutieux des rapports de force politiques en présence suggère que l’on prête attention à la propension de DSN à défier, contre vents et marrées, la vague contestataire qui, selon toute vraisemblance, est majoritaire dans le pays.

**Un référendum illégal**

La démarche de mise en route d’un processus de changement de la Constitution du 20 janvier 2002, procède d’une ineptie juridique sur fond d’arguties politiciennes cousues de fil blanc. Mais, il est trop tard, cependant, pour s’en plaindre. Les dirigeants en charge de la gestion de l’Etat ont, toute honte bue, vaincu l’horreur de la forfaiture et le poids de la perte d’honneur pour s’embourber dans la fange du ridicule. Le vin est tiré, il faut le boire… mais, pas jusqu’à la lie. Une réponse juste, proportionnée et efficace est requise. Reste à en définir les principes, les buts et enfin les tenants et les aboutissants.

**Les raisons de l’entêtement d’un régime impopulaire**

Il est fort à parier que DSN compte sur des appuis dans la société, principalement au sein de son opposition, y compris parmi les plus virulents de ses opposants officiels, avec lesquels il partage agendas et stratégies. Il ne fait aucun doute -la démonstration va être faite- que le jeu politique autour des acteurs dont les rôles et les actions procèdent d’un scénario finement élaboré, reste sous le contrôle et la maitrise de DSN. François SOUDAN, directeur de rédaction du magazine *Jeune Afrique* et supposé « gendre » de DSN en a étalé les principes, les mécanismes de mise en œuvre et même le calendrier. Les opposants traditionnels et officiels dont DSN est le véritable chef n’ont rien pu faire, non pas par incapacité, mais par ententes implicites qui règlent les rapports officieux d’une opposition nourrie à la mamelle du Trésor public. A tel enseigne, le pouvoir de Brazzaville dispose, tout à la fois, de l’administration publique, des finances de l’Etat, des armées, de la police, de la diplomatie, etc… **mais aussi, de son opposition traditionnelle qui bénéficie depuis peu de l’arrivée (l’appui) de quelques « brebis galeuses  » de la majorité en mission commandée dans les rang, en vue de se prémunir de tout risque de dérapage.** Ainsi, DSN qui, au demeurant, craint l’éventualité d’une révolte populaire face à laquelle il ne pourra rien, s’est entouré de tous ces artifices pour en contrôler le déroulé et ainsi, le cas échéant, retourner en sa faveur une situation politique très défavorable.

**Les travers d’une opposition rongée par des égos, sans envergure, mais démesurés**

Dans le contexte d’adversité que traverse le Congo-Bzv, il n’y a aucune chance de construire une dynamique avec une opposition démiurge (à têtes multiples) sans « chef » reconnu par tous (ou plus ou moins) capable de se poser en interlocuteur crédible et sincère face à un système de gouvernement rangé derrière un homme qui fait office de gourou infranchissable. L’opposition congolaise est un nid de Présidents sans envergure (Idées, base électorale, alliances stratégiques). Ils se valent tous. Aucun ne peut faire consensus à un moment donné, pour une cause précise, et servir (ne serait-ce que ça) de porte-parole bénéficiant de la confiance des autres. Pour s’assurer du pouvoir de chacun, les plateformes (Collectif des Partis de l’opposition, FROCAD, IDC) se dotent, à chaque fois, de Conseils ou de Conférence des Présidents qui donnent l’illusion d’un organe de délibération. Mais, quand-même, fait insolite, ils se choisissent un « Petit » représentant « Poids plume » sur la base d’une garantie ; celle de ne point faire de l’ombre à personne. Tous les Présidents sont censés être maîtres de la stratégie (d’autant plus qu’elle n’existe pas), du calendrier et du pouvoir discrétionnaire que, seul un « chef » peut exercer avec efficacité et en toute responsabilité au nom et pour le compte des autres (qui demeurent des partenaires exigeants et respectables et non des subalternes). Ainsi, l’opposition traditionnelle et officielle de DSN n’a jamais pu poser une stratégie qui vaille : le modèle d’organisation ne pouvant s’y prêter. Mais aussi et surtout, parce que tout le monde soupçonne tout le monde de connivence avec on ne sait quel relais du pouvoir.

**Les passerelles et les connivences pouvoir/opposition**

DSN est conscient des risques liés à son projet de réformes dont le but avoué est de se maintenir au pouvoir. Peu importe qui de lui-même ou de ses proches (parents et amis) aura la meilleure posture pour faire passer la pilule dans une opinion hostile et rangée à bloc contre cette démarche considérée comme une initiative de trop. Le plus important pour lui, c’est de garder les commandes du pouvoir, quel que soit le prix à payer. **Une alternance pacifique aura des conséquences incalculables pour ces « Arrivistes » qui ont accumulés, en toute impunité, biens et privilèges de manière illégale.** Rien n’est laissé au hasard dans la stratégie de conservation. Parmi les clefs : l’opposition politique. Après avoir instrumentalisés des potiches comme Fila St-Eudes, Kignoumbi Kiamboungou, et autres potentats en errance ici et là, l’UPADS (toutes ailes confondues), Dzon Mathias, Christophe Moukoueke ou encore Jean Itadi, etc… ont été littéralement mis en situation de collaboration déguisée au service de la cause du pouvoir. Il faut des opposants au régime pour faire œuvre de démocratie. Alors, DSN ne s’est pas privé de s’en procurer, en les fabriquant (ou en les façonnant). Une opposition à son goût. Savez-vous que: (1) le Congrès (dit) unitaire de l’UPADS avait été entièrement financé par le pouvoir du PCT ? On évoque au bas mot, quelque-chose de l’ordre de 200 millions de francs cfa versés à Paris, en monnaie liquide, à Pascal Gamassa, le parrain de l’autre Pascal (Tsaty Mabiala) qui doit au premier son maintien à la tête de l’UPADS alors que les Moukouéké, Mbery, Tamba-Tamba, et consorts voulais bien se débarrasser de lui à l’issu dudit Congrès. (2) Moukouéké, Itadi, Nimi Madingou (gestionnaire de certains intérêts de Maurice Nguesso en France), obligés de partir pour n’avoir pas réussi à virer Pascal Tsaty Mabiala (encore une question d’égo) créent le CAP. Sauf que le parrain est le même : le PCT qui a tout financé. Du Congrès constitutif aux royalties propres à assurer le quotidien de chacun. Les frais de séjour et d’hébergement de J. Itadi sont entièrement pris en charge par le pouvoir depuis son retour au pays. L’épouse de Ch. Moukouéké (par qui transitent les prébendes) est femme de compagnie d’Antoinette Sassou Ng. Claudia Sassou, fille et Conseillère de DSN veille personnellement à la gestion de la relation entre le Pouvoir et les ténors du CAP. Les militants qui, parfois, semblent y croire ne voit que du feu ! (3) Dzon Mathias entretien une relation directe avec le Président qui l’appelle régulièrement pour faire le point de la situation. Les transactions financières sont assurées par le truchement de Mboulou Zéphirin, Ministre de l’intérieur. A titre d’exemple, lors du décès d’une ex-belle-sœur de Dzon, il y a quelques mois, sur instruction du Président de la République, Mboulou fait parvenir 42 millions de francs cfa au titre de participation aux obsèques de la défunte ex-belle-sœur. Allez-y comprendre ! La mission avait été confiée à une de gardes rapprochées de Mboulou, ce dernier se trouvant à Oyo aux côtés de DSN. Comme si cela ne suffisait pas, et compte-tenu de la faible capacité de ses opposants à se fondre dans les aspirations de la population, le pouvoir par une mécanique bien huilée prend appui sur quelques frondeurs (supposés) qui, très vite, presque sans aucune difficulté, prennent le contrôle des dynamiques de l’opposition au travers d’une OPA lancée dans la foulée de la tenue du Dialogue alternatif de Diata. Ainsi, Okombi Salissa André, encore membre du PCT dont il est le député de la circonscription de Lekana, Kolélas Parfait, Secrétaire Général du Mccdi, encore en partenariat avec le PCT suivant les accords signés par son père (Bernard Kolélas), Mabio Mavoungou, toujours membre du RDPS dont le Président (Marc Thystère Tchikaya) siège au Gouvernement depuis le dernier remaniement, et quelques autres, fondent l’IDC, officiellement pour appeler au respect de l’ordre constitutionnel. **Soit dit en passant, pour être juste et objectif, Bowao Charles Zacharie, membre fondateur de l’IDC est le seul à ce jour à avoir tenu sa promesse d’aller au bout de la logique qu’impose l’entêtement du PCT. Il en a démissionné dès l’annonce par DSN de la convocation du référendum. Chapeau à lui !** Pour revenir sur Okombi, celui-ci avait été reçu nuitamment (en deux temps) par DSN peu après son retour à Brazzaville après son dernier et long séjour en France, pour s’entendre lui dire  deux choses : la première, il lui recommandait de reprendre son siège de député à l’Assemblée Nationale, alors que le Bureau Politique du PCT se préparait à lui en privé l’exercice ; La deuxième, il (DSN) lui (Okombi) demandait de continuer à exprimer librement son opinion sur la question du changement ou non de la Constitution, à condition (précisait DSN) *d’observer une limite à ne pas franchir : pas de dérapage*, lui dit-il, *car tu pourrais jouer un rôle dans un avenir proche*, renchérissait DSN. Le même Okombi a fomenté un faux attentat sur sa personne dans les encablures de Lékana, son village, pour asseoir sa crédibilité faisant définitivement croire qu’il est en rupture de ban avec son mentor, qu’il appelle affectueusement «*mon Président*». A beau mentir qui vient de loin !! Kolélas Parfait, quant à lui est écartelé entre la pression de ce qui reste de la base électorale du MCDDI qui voudrait bien le voir concourir pour la présidentielle de 2016, d’une part, et les contraintes de l’accord signé par son père en 2006 ; lesquels accords réactivant l’alliance URD-PCT des années 90 devenue entre-temps caduques après le rapprochement de Bernard Kolélas avec Pascal Lisouba, pendant la crise de 1997. Au nom de cette alliance, il faut retenir (par exemple) que la dernière Convention du MCDDI de novembre 2014 a été entièrement financée par DSN. Plus de 100 millions de francs cfa versés, à cet effet. Au nom du même accord, Landry Kolélas et Bernard Tchibambeléla siègent encore au Gouvernement. L’aile MCCDI de Kolélas Parfait en désaccord (apparent) avec le PCT sur le projet de changement de la Constitution du 20 janvier 2002, n’a toujours pas le courage de dénoncer les fameux accords de Sangolo, qui comporteraient un autre volet, qui lui serait mystique. Il aurait été scellé sous la garantie d’un serment couvert par le fétiche du Ndzobi. Comme quoi, en Afrique, la démocratie devra faire face à cette autre réalité qu’est la métaphysique des rapports de forces qui échappent à toute logique compréhensible par tous ! L’un (Okombi) comme l’autre (Kolélas) entendent bien profiter de leur liaison quasi incestueuse avec le PCT qui, en cas d’effondrement, ou d’échec dans la mise en œuvre de son projet, devra se rabattre sur ces alliés délocalisés (à cette fin). Au point où ces derniers, depuis le moment où ils font feu de tout bois contre le changement de la Constitution, la question essentielle liée à la gouvernance électorale ne les préoccupe point ! Munari Claudine, vous avez dit ! Une vipère pour la lutte. Ne posez surtout pas la question à Lissouba Pascal. Il vous répondra : *Quelle référence !*

Quid de Kinfoussia, Mierassa, Mbaya,… Pas grand-chose. Sinon, DSN sait que leur aptitude à porter une dynamique politique est extrêmement limitée voire insignifiante. Cependant, de nouveaux acteurs de la scène politique (peu nombreux certes) et d’une certaine société civile, sont suivis à la loupe par le pouvoir. Une surprise n’est jamais loin dans un contexte pré révolutionnaire où le ras-le-bol général a atteint un niveau tel, que la révolte en perspective enfantera ses leaders pour en assurer la gestion.

**Le meeting du 27 septembre 2015**

Grande réussite pour laquelle l’on est tenté de rendre hommage à ses initiateurs ! Il faut plutôt constater après cette démonstration, que l’argument dont se prévalait jusque-là DSN, c’est-à-dire la peur, n’est plus qu’un chiffon rouge qui risque, dans peu de temps, d’enclencher l’une des révolutions les plus spectaculaires de l’histoire du continent africain, post-indépendance. Au-delà donc du succès évident, quelques enseignements méritent d’être tirés. Mais aussi, des questions encore sans réponses interpellent certains esprits alertes. **Selon une source vérifiable, il ressort qu’à quelques heures avant le début du meeting, DSN a dépêché son gendre Kourissa Jean de Dieu, député de Poto-Poto, pour s’assurer auprès d’Okombi, que la ligne rouge ne sera pas franchie, à savoir : pas de marche dans la ville, pas de consignes ouvrant la voie de la désobéissance civile généralisée. Ainsi, a-t-il été ! D’ailleurs, ce que la multitude des participants au meeting ne savent certainement pas, Okombi s’est joué les coudes avec ses alliés (FROCAD et IDC confondus) pour être le dernier à intervenir dans l’ordre des prises de parole le 27 septembre 2015, sur le Boulevard Alfred Raoul plein à craquer. L’enjeu est de taille. Il est question de contrôler le message de la fin.** D’une simple et courte petite phrase, tout pouvait basculer, d’autant que le public présent était là pour ça. Et attendait que cela soit dit… ! Non, les ordres sont les ordres. Pour bien incarné le rôle, il fallait se monter tenace, déterminé. Mais, sans plus !! En réalité, la mobilisation de dimanche n'était ni l'apanage de X ou Y, mais plutôt l’expression populaire de la volonté d'en finir avec DSN. Ils sont venus nombreux attendre le mot d'ordre ce jour-là. Hélas ! L'explosion de la bombe (sociale) a été retardée. Il faut bien que les opposant s'organisent à garder la télécommande qui déclenchera la détonation afin de canaliser la suite. Si par malheur, cette population réussie à faire sauter -elle-même- la bombe (sociale), alors danger !!! (y compris pour les opposants).

**Le plus dur est à venir…**

**En effet, si la suite des évènements se complique, tout le monde se souviendra de cette occasion (le meeting du 27 septembre 2015) comme étant le jour où le sort de DSN et sa bande de profiteurs égoïstes aurait pu être définitivement réglé. Bien sûr, avec quelques dégâts collatéraux. Mais avec une telle mobilisation, Brazzaville était sur le point de faire du pouvoir clanique de DSN, une bouchée.** Ceci étant posé, il faut illico penser l’avenir. Cet avenir tout proche arrive à grande vitesse. Le soir même du 27 septembre 2015, pendant que les participants au meeting arrivaient à peine chez eux et prenaient le temps de raconter les émotions vécues, à ceux qui n’avaient pas pu faire le déplacement, et que l’histoire est sur le point de tourner une page dans notre pays, DSN comme par défi, ordonne la publication de deux décrets anti datés qui créent et nomment les membres de la commission chargée de la rédaction da sa « Nouvelle Constitution » à laquelle il tient tant. Aux dernières nouvelles, et dans les prochaines 48 heures, le Conseil des ministres programme à son tour un ordre du jour portant adoption du fameux projet de « Nouvelle Constitution » avant sa transmission au Parlement. Etape ultime en vue du référendum. Le processus s’accélère, et pour cause ! Il faut déclencher la crise maintenant que le dispositif de l’opposition est dans le bon ordre avant que l’espièglerie en cours ne soit démasquée. Parce que justement, plus on s’approche de l’échéance, plus les masques ne risquent de tomber. Auquel cas, les opposants en mission commandée, les frondeurs aux ordres du tyran et tous les avatars du système PCT vacillant dans tous les sens seront mangés à la même sauce que tous les traitres à la Nation.

Messieurs/Mesdames les opposants, choisissez ou disparaissez, Sinon… !

Contribution d’un patriote pour une révolution saine.

**M’F. KANDA NPANDZOU**

M’foa, le 03 octobre 2015.